

Accueil / France - Monde / Politique

Trésoreries : une nouvelle carte pour quoi faire ?



Jean-Michel Baylet n'a pas mâché ses mots contre ce projet «scandaleux». À sa droite Jean-Michel Poux et ses adjoints. A l'extrême-droite, Pascal Brajoux, directeur des services de la CC2R. / Photo DDM, Michel Bony.

Publié le 22/09/2019 à 05:07 , mis à jour à 07:48



Politique, Tarn-et-Garonne

Pourquoi changer ce qui fonctionne et bien d'ailleurs ? Comme les voies de l'Etat et de ses ministères sont parfois bien impénétrables, voilà que le ministre des Comptes Publics, a décidé de réformer la carte d'implantation des trésoreries dans les départements.

Annoncée, plutôt habilement, au cœur de l'été, cette carte touche évidemment le Tarn-et-Garonne. Elle prévoit le passage, plutôt séduisant de prime abord, de 18 communes avec un accueil de proximité aujourd'hui à 30 si la réforme aboutit...

La mariée apparaît belle. Mais il y a un loup... Car le schéma proposé prévoit aussi qu'il n'y aurait plus que trois trésoreries de plein exercice contre neuf aujourd'hui, à Montauban, Caussade et Moissac.

Conseillers itinérants...

Alors que le conseil départemental reste étonnamment silencieux, la colère monte dans les territoires. Furieux, Jean-Michel Baylet, conseiller départemental de Valence-d'Agen, a invité, vendredi soir, au siège de la communauté de communes, à Valence, les maires de son canton, à une rencontre avec Jean-Michel Poux, le nouveau directeur des finances publiques (DGFIP) dans le département. Un dialogue républicain empreint de respect et de franchise s'est alors engagé. Jean-Michel Poux a présenté les grands axes de cette réforme, répétant à plusieurs reprises que l'heure était à «la concertation». Pour le patron des

finances publiques «le constat actuel objectif est que le service public se retire du rural par la fermeture progressive des trésoreries. On observe beaucoup de dématérialisation, de plus en plus de gens utilisent internet mais à côté, il y a aussi des gens dans des zones blanches, d'autres qui n'ont pas les moyens de se déplacer». Pour Jean-Michel Poux «il faut se réapproprier ces populations. Aujourd'hui, le réseau n'est pas très lisible». Il était donc urgent de proposer une réforme. Son point central selon ses défenseurs réside dans le fait qu'«un usager qui vient dans un point de proximité ne doit pas se déplacer une seconde fois. Notre obligation, c'est d'être dans les maisons France Service. Si l'usager n'a pas sa réponse, il faut qu'il ait un contact en réel avec nous. Les agents seront dédiés en veille chez nous et quand la personne appellera et il y aura un interlocuteur. On pourra aussi intervenir sur rendez-vous et il y aura des conseillers itinérants. Ce sera une offre adaptable notamment pendant les moments les plus chauds comme les déclarations».

«Ne touchez pas à ce qui marche bien !»

Comme prévu, la démonstration n'a pas eu l'heur de convaincre les maires du canton, très attachés aux services de proximité. Et pas davantage le conseiller départemental qui n'a pas mâché ses mots : «On a découvert ce projet par hasard, a rappelé Jean-Michel Baylet. On s'est battu comme des chiens pour ramener des services publics dans les communes et on nous sort ce projet scandaleux ! On a déménagé trois fois la trésorerie à votre demande et on nous propose ça».

L'ancien ministre de l'Aménagement du Territoire a rappelé quelques idées incontournables qui n'ont pas pris une ride : «La République, ce sont des principes dont l'égalité de tous. Une fois de plus, on tape sur la ruralité et on vient nous dire qu'on va tout changer sur l'organisation des services fiscaux alors qu'on est tous satisfaits de vos services !». Territoire à forte identité, attractif économiquement, Valence n'entend pas devenir un satellite de Moissac : «Avec Moissac, ce n'est pas le même bassin de vie, a martelé Jean-Michel Baylet. C'est humiliant pour nous de nous rattacher à Moissac. Tel le coucou vous vous installez chez les autres sans payer !». L'ancien ministre a saisi les plus autorités du pays et n'entend pas lâcher l'affaire, avec l'appui des maires unanimes vendredi soir : «on va bouger, mener des actions. Laissez-nous tranquilles ça fonctionne bien. Ce projet c'est une véritable escroquerie intellectuelle. Même vos agents n'en veulent pas !». Et avant de se quitter, Jean-Michel Baylet a fait cette promesse : «on n'est pas dupes de toutes ces farces ! On mettra des gilets d'une autre couleur que le jaune et on ne laissera pas détruire une trésorerie !». La promesse vaut avertissement...



Laurent Benayoun.

Les commentaires (5)

Elusio Le 22/09/2019 à 12:31

J'espère que dans les communes rurales, les gens seront assez intelligents pour ne pas voter pour les listes en marche.

Ubu2 Le 22/09/2019 à 12:22